

[Le virus met à nu la fragilité du contrat social*](#)

Comité de rédaction, *The Financial Times*, 3 avril 2020

* voir le texte en anglais à la suite de la traduction

Des réformes radicales sont nécessaires pour forger une société qui fonctionnera pour tous

S'il y a un point positif dans la pandémie de Covid-19, c'est qu'elle a insufflé un sentiment d'unité dans des sociétés polarisées. Mais le virus, et les mesures de confinement nécessaires pour le combattre, mettent aussi en lumière les inégalités existantes - et en créent même de nouvelles. Au-delà de la lutte contre la maladie, la grande épreuve à laquelle tous les pays seront bientôt confrontés est de savoir si le sentiment actuel de communauté d'objectifs façonnera la société après la crise. Comme les dirigeants occidentaux l'ont appris pendant la Grande Dépression et après la Seconde Guerre mondiale, il faut offrir un contrat social qui profite à tous si l'on veut exiger un sacrifice collectif.



La crise actuelle montre à quel point de nombreuses sociétés riches sont loin d'atteindre cet idéal. Tout comme la lutte pour contenir la pandémie a mis en évidence le manque de préparation des systèmes de santé, la fragilité des économies de nombreux pays a été mise en évidence, alors que les gouvernements s'efforcent d'éviter les faillites massives et de faire face au chômage de masse. Malgré des appels inspirés à la mobilisation nationale, nous ne sommes pas vraiment tous dans le même bateau.

Les blocages de l'économie imposent le coût le plus élevé à ceux qui sont déjà les plus mal lotis. Du jour au lendemain, des millions d'emplois et de moyens de subsistance ont été perdus dans l'hôtellerie, les loisirs et les secteurs connexes, tandis que les travailleurs du savoir mieux rémunérés ne sont souvent confrontés qu'à la nuisance du travail à domicile. Pire encore, ceux qui occupent des emplois mal rémunérés et qui peuvent encore travailler risquent souvent leur vie - en tant que soignants, mais aussi en tant que manutentionnaires, livreurs et agents d'entretien.

Même si elle est nécessaire, l'aide budgétaire extraordinaire accordée par les gouvernements à l'économie, ne fera, d'une certaine manière, qu'aggraver les choses. Les pays qui ont permis l'émergence d'un marché du travail précaire éprouvent des difficultés particulières pour acheminer l'aide financière vers les travailleurs ayant un emploi aussi instable. En même temps, un assouplissement monétaire massif de la part des banques centrales aidera les détenteurs d'actifs financiers. Derrière tout cela, il y a des services publics sous-financés qui croulent sous le poids de l'application de politiques de crise.

La façon dont nous menons la guerre contre le virus profite à certains au détriment d'autres. Les victimes du Covid-19 sont en grande majorité des personnes âgées. Mais les plus grandes victimes du confinement sont les jeunes et les actifs, à qui l'on demande de suspendre leurs études et de renoncer à des revenus vitaux. Les sacrifices sont inévitables, mais chaque société doit montrer comment elle offrira une compensation à ceux qui portent le plus lourd fardeau des efforts nationaux.

Des réformes radicales - à l'encontre de l'orientation politique dominante des quatre dernières décennies - devront être mises sur la table. Les gouvernements devront accepter de jouer un rôle plus actif dans l'économie. Ils doivent considérer les services publics comme des investissements plutôt que comme des charges, et chercher des moyens pour rendre les marchés du travail moins précaires. La redistribution sera à nouveau à l'ordre du jour ; les privilèges des personnes âgées et des riches seront remis en cause. Les politiques considérées jusqu'à récemment comme excentriques, telles que le revenu de base ou l'impôt sur la fortune, devront être prises en compte.

Pour soutenir les entreprises et les revenus pendant le confinement, les gouvernements prennent des mesures, qui rompent avec les tabous. Elles sont à juste titre comparées à une forme d'économie de guerre que les pays occidentaux n'ont pas connu depuis sept décennies. L'analogie va encore plus loin.

Les dirigeants qui ont gagné la guerre n'ont pas attendu la victoire pour planifier ce qui allait suivre. Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill ont publié la Charte de l'Atlantique, qui a ouvert la voie aux Nations unies, dès 1941. Le Royaume-Uni s'est engagé en faveur d'un État providence universel en publiant le rapport Beveridge en 1942. En 1944, la conférence de Bretton Woods a forgé l'architecture financière de l'après-guerre. Ce même type d'anticipation est nécessaire aujourd'hui. Au-delà de la guerre sanitaire, les véritables dirigeants se mobiliseront dès maintenant pour gagner la paix.

* voir le texte en anglais page suivante

Virus lays bare the frailty of the social contract

Editorial Board, *The Financial Times*, April 3, 2020

Radical reforms are required to forge a society that will work for all

If there is a silver lining to the Covid-19 pandemic, it is that it has injected a sense of togetherness into polarised societies. But the virus, and the economic lockdowns needed to combat it, also shine a glaring light on existing inequalities — and even create new ones. Beyond defeating the disease, the great test all countries will soon face is whether current feelings of common purpose will shape society after the crisis. As western leaders learnt in the Great Depression, and after the second world war, to demand collective sacrifice you must offer a social contract that benefits everyone.

Today's crisis is laying bare how far many rich societies fall short of this ideal. Much as the struggle to contain the pandemic has exposed the unpreparedness of health systems, so the brittleness of many countries' economies has been exposed, as governments scramble to stave off mass bankruptcies and cope with mass unemployment. Despite inspirational calls for national mobilisation, we are not really all in this together.

The economic lockdowns are imposing the greatest cost on those already worst off. Overnight millions of jobs and livelihoods have been lost in hospitality, leisure and related sectors, while better paid knowledge workers often face only the nuisance of working from home. Worse, those in low-wage jobs who can still work are often risking their lives — as carers and healthcare support workers, but also as shelf stackers, delivery drivers and cleaners.

Governments' extraordinary budget support for the economy, while necessary, will in some ways make matters worse. Countries that have allowed the emergence of an irregular and precarious labour market are finding it particularly hard to channel financial help to workers with such insecure employment. Meanwhile, vast monetary loosening by central banks will help the asset-rich. Behind it all, underfunded public services are creaking under the burden of applying crisis policies.

The way we wage war on the virus benefits some at the expense of others. The victims of Covid-19 are overwhelmingly the old. But the biggest victims of the lockdowns are the young and active, who are asked to suspend their education and forgo precious income. Sacrifices are inevitable, but every society must demonstrate how it will offer restitution to those who bear the heaviest burden of national efforts.

Radical reforms — reversing the prevailing policy direction of the last four decades — will need to be put on the table. Governments will have to accept a more active role in the economy. They must see public services as investments rather than liabilities, and look for ways to make labour markets less insecure. Redistribution will again be on the agenda; the privileges of the elderly and wealthy in question. Policies until recently considered eccentric, such as basic income and wealth taxes, will have to be in the mix.

The taboo-breaking measures governments are taking to sustain businesses and incomes during the lockdown are rightly compared to the sort of wartime economy western countries have not experienced for seven decades. The analogy goes still further.

The leaders who won the war did not wait for victory to plan for what would follow. Franklin D Roosevelt and Winston Churchill issued the Atlantic Charter, setting the course for the United Nations, in 1941. The UK published the Beveridge Report, its commitment to a universal welfare state, in 1942. In 1944, the Bretton Woods conference forged the postwar financial architecture. That same kind of foresight is needed today. Beyond the public health war, true leaders will mobilise now to win the peace.